

Déclaration des organisations
FSU, UNSA, CGT, CFDT, FO, SOLIDAIRES, CGC, CFTC

**Réunion du 25 novembre 2009 sur le projet de décret portant
création des DDI.**

Nos organisations ont quitté la séance du Conseil supérieur de la Fonction publique d'état du 19 novembre dernier.

Il s'agissait de protester face à la volonté de l'administration de passer vite et fort, **au mépris du dialogue social**, sur un projet de décret très important.

La méthode retenue par rapport à l'examen de ce projet de décret (examen de 3 articles sur 25 à la commission de statuts, examen dans des CTPM où même l'administration pense que le texte sera examiné au CSFPE, aucune réunion de concertation générale de prévue...) a placé les représentants du personnel dans une situation conflictuelle. Il nous paraît donc, urgent et nécessaire, de définir une nouvelle organisation du dialogue social autour de ce décret.

Dans ce cadre, nous nous interrogeons sur le statut de cette réunion. Restera-t-elle une réunion isolée vous permettant de justifier une vitrine de dialogue social ou, pouvons-nous espérer une reprise des discussions ?

Ce projet mérite plus que de simples informations ou explications (nous avons tous lu le projet et nous n'avons pas besoin de fiches de lecture). La reprise des discussions pourrait être actée, dès lors que nous sentirions une volonté du gouvernement de présenter aux organisations syndicales un projet véritablement amendable, ainsi qu'un calendrier de concertation, et ce, avant que le décret ne soit présenté au conseil des ministres.

Nos organisations syndicales insistent sur le fait que, face à des restructurations d'une telle ampleur, elles ne peuvent admettre une méthode et une application motivées par la vitesse et la précipitation.

Nous exigeons que le dialogue social ne soit pas « encadré » dans des délais aussi brefs. Nous vous demandons donc, de surseoir à la date butoir du 1^{er} janvier 2010 et, encore une fois, qu'un véritable calendrier de concertations soit établi.

Le gouvernement se vante d'un dialogue social soutenu, nous attendons donc une réponse de sa part, une réponse politique à nos demandes.